

LA PENSÉE CRITIQUE PEUT-ELLE ÊTRE UTILE ?

par Jean-Pierre Durand

Ce titre est doublement provocateur, d'abord en lui-même puis parce que destiné à la *Revue du MAUSS*. Il est tout de même une entrée pour traiter des rapports entre intellectuels et capitalisme, pour interroger la démission des clercs ou celle des sciences sociales¹ face à ce dernier. Plus généralement, ne croyant pas que les intellectuels sont, seuls, à l'origine des mouvements sociaux et politiques, voire du changement social, je préfère m'interroger sur les apports et les atrocités du capitalisme pour en comprendre la reproductibilité, l'extension et les perpétuelles innovations qu'il produit pour se conserver. Quels sont alors les rôles et fonctions des mouvements sociaux et du politique dans les transformations du capitalisme ? Plus encore, est-il dépassable par les seuls mouvements sociaux et/ou la volonté d'une minorité - car ses opposants restent et ont toujours été minoritaires - d'intellectuels, de militants et de politiques ? Ce qui ne saurait signifier qu'il est éternel ou la meilleure des solutions à nos problèmes comme je l'ai déjà dit ailleurs². La fin du capitalisme, son dépassement ou son remplacement sont-ils à la mesure des hommes ? Autrement dit, les hommes jouent-ils le rôle qu'ils déclarent tenir dans l'histoire ? C'est-à-dire, ne sont-ils pas joués dans et par l'histoire ? Le mouvement de l'histoire ne les dépasserait-il pas malgré leurs croyances ? Ne s'agit-il pas d'illusions naïves nées de la toute-puissance accordée par la raison depuis trois siècles ? En effet, si le capitalisme se caractérise par la contradiction entre le capital et le travail, si telle est son histoire, il faut bien reconnaître qu'aucun mouvement social, en tant qu'expression de cette contradiction (souvent explicitée par la pensée critique), n'en a eu raison ni même infléchi l'histoire paradigmatique depuis le capitalisme colonial jusqu'à la globalisation présente.

Ces questions et leur réponse provisoire peuvent apparaître profondément « réactionnaires » à plus d'un lecteur. Elles ne le sont pas moins que leur rejet pur et simple qui écarte les

¹ Cf. en particulier « Mission et démission des sciences sociales », *L'Homme et la Société* n°95-96 [1990] et A. Caillé, *La Démission des clercs. La crise des sciences sociales et l'oubli du politique*, La Découverte, 1993.

² « Pourquoi la dialectique ne casse pas les briques » in M. Vakaloulis et J.-M. Vincent (sous la dir. de), *Marx après les marxismes*, L'Harmattan, 1997.

interrogations sur l'amplitude des possibles en maintenant l'illusion du «bonheur le plus grand pour tous» qui reste prégnante dans la totalité des idéologies en présence. Après tout, pourquoi ne serait-ce pas « l'épaisseur» du social en général qui interdirait de réaliser les desseins égalitaires du bonheur pour tous ? Ce dessein égalitaire ne serait-il pas d'ailleurs la plus grande imposture de ces derniers siècles? Mais alors, en face de telles vues et apostrophes pessimistes, quel rôle accorder aux sciences sociales et à la connaissance des sociétés? Quel rôle, quelle place pour le politique dans et avec les sciences sociales ? Comment le *social scientist* peut-il continuer à se regarder dans un miroir si l'usage de ses savoirs par l'action politique n'a pas d'effets dans l'histoire ? Comment le spécialiste des sciences sociales peut-il alors conserver une vision politique du monde?

BIENFAITS ET ATROCITÉS DU CAPITALISME

Nul ne saurait contester les apports et les bienfaits du capitalisme: la subtile combinaison des rapports de production capitalistes fondés sur la marchandise et les forces productives humaines ou matérielles ont conduit à un changement permanent dans les premiers et à un développement sans précédent des seconds. Du capitalisme commercial des XVIe et XVIIe siècles à la globalisation présente, que de chemin parcouru De la boussole ou du gouvernail à la «guerre des étoiles» ou à la conquête de la planète Mars, que de prouesses techniques Et l'on ne peut penser l'un sans l'autre : on ne saurait écrire l'histoire du capitalisme sans se référer à la fois à ses rapports de production et de circulation des marchandises et du capital et au développement des forces productives matérielles et humaines³.

Du côté du développement des forces productives, les apports du capitalisme sont indéniables, à travers en particulier les éléments de confort dont la grande majorité des habitants des pays industrialisés disposent. Les besoins dits primaires sont satisfaits pour une grande partie des hommes et des femmes qui y vivent, même si la pauvreté est de retour. Certains besoins non immédiats comme le besoin de mobilité - en véhicule particulier sont eux aussi satisfaits à partir de la marchandisation des solutions. La maîtrise de l'énergie, de l'espace, voire du temps, apporte

³ Cf. K. Marx, *Le Capital* et le *Manifeste du Parti communiste*. Je propose un développement de cette combinaison implosive des deux termes dans *La Sociologie de Marx*, La Découverte, coll. Repères, 1995.

de nouveaux comforts via, là aussi, la marchandisation des moyens de satisfaire certains besoins. Cette marchandisation modifie les rapports sociaux, déséquilibre les modes de vie⁴ et allonge le temps travaillé des hommes, malgré les gains permanents de productivité au bénéfice du capital. Mais cette même marchandisation a été et est toujours le fondement de l'amélioration du confort de la majeure partie de la population des pays industrialisés. Le nier, c'est accepter de ne se déplacer qu'à pied, à cheval ou en bicyclette, c'est renoncer aux séjours exotiques à la campagne, à la mer ou à l'étranger. C'est aussi renoncer au chauffage sans effort, à la cuisine facile, à tout ce qui réduit la perte quotidienne de temps dans des activités répétitives. Enfin, ce serait renoncer aux réseaux et aux échanges informationnels qui, tout en étant envahissants, peuplent agréablement une partie de nos journées. Le capitalisme, c'est aussi la mise à la disposition de la majorité de la population de moyens et de possibles culturels; mais au bénéfice réel de quel pourcentage des membres de la société ? C'est ici que commencent les interrogations.

Car le capitalisme est en même temps une multiplicité d'atrocités et de gaspillages que nul homme, nul mouvement social ou politique n'a pu arrêter ni freiner. D'abord la guerre, quel' impérialisme porte en lui-même comme la nuée porte l'orage. Bien sûr, les guerres ont commencé avant lui et lui perdureront certainement. Mais le capitalisme en a fait bon usage, à savoir le moyen de résoudre provisoirement certaines de ses crises essentielles. Le pire réside certainement dans les pays du Sud où les règles de salubrité et les médicaments ont réduit le taux de mortalité infantile pour lui substituer la faim des enfants, des adolescents et de populations entières. Les famines, les guerres et les épidémies règlent le problème par ce que Yves Lacoste décrivait en 1969 comme un rabotage démographique : les pays industrialisés capitalistes interviennent à la marge à travers l'humanitaire qui adoucit les souffrances sans en attaquer les racines.

Le mot est lâché, celui de souffrance qui tente vainement d'exprimer l'impossibilité de vivre sa condition d'homme lorsqu'on a faim en Afrique, en Asie, en Amérique latine, mais aussi en Europe ou aux États-Unis. Ou bien lorsqu'on n'a pas de logis et encore moins de domicile fixe, pour employer cette euphémisation du total dénuement et de la non-possession de ses effets personnels.

⁴ Cf. par exemple J.-P. Dupuy, *Ordres et désordres. Enquête sur un nouveau paradigme*, Éditions du Seuil. 1982.

Le capitalisme, par essence, contraint une grande partie de la population à perdre sa vie pour la gagner à travers le salariat: un travail répétitif et monotone, sans signification, occupe une bonne part du temps éveillé de nombre d'OS de l'industrie et du tertiaire. Marchandise oblige. De plus en plus de cadres, de techniciens et d'ingénieurs vivent le même travail aliéné que l'ouvrier de Marx : si le salariat leur retire, en tant que tel, le produit de leur travail, ils n'ont même plus la maîtrise des modalités de ce travail et agissent dans bien des cas contre leur propre conscience professionnelle ou morale (choix des investissements, réduction d'effectifs, etc.).

La marchandisation de la satisfaction des besoins humains a un autre effet: celui de ne faire émerger comme besoins (secondaires), puis de les confirmer, que ceux qui peuvent être satisfaits par des biens ou par des services produits au cours d'un processus favorable à l'accumulation du capital. Nous aurons ainsi vu se développer l'industrie du prêt-à-porter, de l'automobile, des appareils ménagers, du matériel audiovisuel, etc. Tandis que les « industries culturelles» sont cantonnées pour les mêmes raisons dans la massification et dans le sériel, c'est-à-dire aussi dans la consommation industrielle de signes dont la portée et le sens sont réduits au maximum pour autoriser l'absorption et la consommation de nouveaux signes. Cela a bien sûr commencé avec le cinéma⁵ pour continuer avec la radio, la télévision, la publicité et maintenant les CD-ROM et Internet⁶. Toute cette mercantilisation de la consommation est hautement chronophage, tandis que les réductions du temps de travail quand elles ont lieu - sont largement compensées par de nouvelles consommations absorbant le temps libéré (Internet en est le meilleur exemple présent). Il s'ensuit la même consommation massive de signes qui, sans être totalement passive, est bien loin de l'interactivité tant annoncée ou des ouvertures vers la créativité et la réflexivité. Armement dit, si l'homme filière de l'animal par ses capacités de *production* et pas seulement de *reproduction*, celles-ci ne sont mises en oeuvre que par une minorité. De ce point de vue, et malgré le développement des forces productives ou l'élévation des qualifications, donc des connaissances, l'espoir créé et développé par les humanistes des XVIIIe et XIXe siècles de voir mises en oeuvre les capacités créatives de chacun, est plutôt déçu l'investissement idéalisé dans la

⁵ Voir Walter Benjamin, « L'œuvre d'art à l'heure de sa reproductibilité technique », in *Œuvres*, Denoel-Essais, 1986.

⁶ L'autre question qui n'est pas traitée ici est celle des capacités de ces « industries de programme » à dégager – ou à ne pas dégager - les profits escomptés. Si l'on considère les difficultés des Majors américains et les performances médiocres - sauf exception - des chaînes de télévision (en particulier câblées) à travers le monde, puis les interrogations de faisabilité des « autoroutes de l'information », tout indique que nombre d'espoirs seront déçus.

raison créatrice se solde par la simple reproduction dont le bricolage et la castorisation de l'existence sont les meilleures illustrations.

La marchandisation des besoins, humains et maintenant de la reproduction biologique multiplie les menaces sur notre environnement et sur notre espèce. Au-delà de la destruction rapide, à l'échelle de l'histoire, des réserves fossiles indispensables à la présence de l'homme sur la planète, ce sont aujourd'hui les manipulations génétiques, les ventes d'organes humains et les tentatives eugénistes qui vont modifier notre rapport à la nature puis à nous-mêmes. Face à ce vertige qu'engendre l'auto-modification de notre espèce par la science, y a-t-il des ressorts de rappel qui puissent fixer des limites.

Les moratoires, toujours partiels et limités dans le temps, suffiront-ils face à une concurrence exacerbée des compagnies qui investissent dans l'avenir jusqu'à faire breveter le vivant pour disposer de monopoles de connaissances⁷? Qui peut s'opposer à cette irrésistible ascension de la marchandisation du vivant ? Quelle puissance réflexive peut donc faire rebrousser chemin à la connaissance mercantilisée et aux pratiques qui s'ensuivront.

Le capitalisme n'apparaît donc pas comme la puissance du bien à travers les développements bénéfiques à l'homme *ou* comme la puissance du mal à travers les atrocités qu'il colporte de continent en continent- Bien plus, en tant que système social, en tant que,, mode de production dominant une formation sociale, aurait-on dit hier, il est à la fois porteur de bienfaits confortables et puissance maléfique brisant une partie de l'humanité et/ou susceptible d'accélérer sa disparition. Concevoir le capitalisme comme une totalité associant des potentialités bénéfiques et des atrocités mutilantes, n'est pas un constat trivial ni une manière de se situer à côté ou au-dessus des classes sociales (et de leurs luttes). C'est au contraire reconnaître le caractère contradictoire du réel et son dynamisme (à travers justement les contradictions qui le traversent). C'est considérer qu'un fait et son contraire coexistent, c'est-à-dire sont tous les deux vrais en même temps, sans que cela ne conduise à l'indétermination ou au relativisme. Cette démarche, que je qualifie d'implosive pour signifier qu'elle intègre les phénomènes au lieu de les disjoindre

⁷ J.-P. Durand, « La société de l'information » in J.-P. Durand et F.-X. Merrien, *Sortie de siècle. La France en mutation*, Vigot, 1991.

dans l'analyse, questionne radicalement le capitalisme: les hommes peuvent-ils bannir et éliminer les atrocités du capitalisme pour ne cultiver et ne conserver que ses bienfaits ? N'est-ce pas là tout le dessein des savants et de la raison au XIXe siècle

PEUT-ON DIRE NON AU CAPITALISME?

Interroger le projet des savants qui souhaiteraient conserver les apports du capitalisme et en rejeter les tares, c'est rejoindre Raymond Aron pour qui l'unicité de la pensée de Marx ne fait pas de doute: une critique de l'économie capitaliste en même temps qu'une critique philosophique et morale de la situation faite à l'homme par le capitalisme⁸. Mais peut-on aussi facilement dire non au capitalisme?

Pour rejeter le capitalisme dans sa mutine contradictoire, il est nécessaire de disposer de quelques certitudes. Marx les possédait en télescopant une pensée critique philosophique (une intuition de jeunesse ?) réclamant la fin de la domination (et de l'exploitation) du prolétariat et une critique économique du capitalisme qui concluait à la nécessité historique de la fin du capitalisme par la victoire du prolétariat. Fallait-il joindre la puissance de l'utopie à la justesse de la critique du capitalisme pour être entendu? Toujours est-il que la période de transition de la *dictature du prolétariat* n'a pas conduit à l'objectif envisagé. L'alternative volontariste et planifiée au capitalisme peut ne pas être de meilleur augure que le capitalisme lui-même.

Nous rejoignons ici la question du rôle de la raison dans l'histoire qui a déjà tant fait couler d'encre. Si la raison est la meilleure critique des barbaries, rien n'indique qu'elle puisse les éviter quand elle se met au service du plus grand nombre ou tout au moins lorsqu'elle *prétend* le servir. Autrement dit, y a-t-il un usage raisonnable de la raison ? Ou encore, existe-t-il la possibilité d'une raison non instrumentale? Peut-on imaginer un usage de la raison qui n'*utilitarise* pas celle-ci, c'est-à-dire qui ne la transforme pas, en l'appauvrissant, en moyen dont les fins se seraient évanouies dans l'éther du mieux?

⁸ Cf. R. Aron, *Les Étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, 1967, p. 11.

Toutes ces questions interrogent le pouvoir des hommes sur la société. À quoi servent leur volonté et leurs desseins puisque par nature leur mise en oeuvre diffère des objectifs définis ? Ces interrogations dépassent le seul capitalisme en reposant sur *l'épaisseur du social*, c'est-à-dire sur sa consistance qui empêche :

- que n'importe quelle décision ne soit jamais que celle qui est prise par une partie, et par une partie seulement, de la société même majoritaire, cette décision peut ensuite être plus ou moins fortement soutenue par ses partisans au cours de la mise en oeuvre tant celle-ci s'inscrit dans la durée, donc modifie les situations et les représentations de chacun ;
- que les projets retenus ne tiennent pas les objectifs attendus en raison de la complexité des forces réciproques enjeu dans le social lui-même, soit par une surestimation des possibles, soit par une sous-estimation des résistances organisées, soit par l'importance des effets secondaires qui contrarient le projet lui-même, etc.

Non seulement la société ne peut pas être dirigée au bénéfice de tous, tant les intérêts sont divergents, y compris dans une société idéale qui aurait mis fin aux antagonismes principaux, mais la mise en oeuvre de tout projet modifie suffisamment l'existant de façon imprévue pour que des forces émergent nécessairement pour contrecarrer et modifier le déroulement envisagé, donc les résultats. Autrement dit, cette épaisseur et cette inertie du social sont à l'opposé de cette conception de la *transparence* du social à l'œuvre chez certains utopistes du XIXe siècle, voire chez Marx dans les *Manuscrits de 1844*, et développée par H. Lefèbvre : « La non-transparence (l'opacité) de la société est donc un fait social ou plutôt socio-économique. Seule la *praxis* révolutionnaire, articulant la théorie (vraie) et l'action (pratique vérifiante), rétablit les conditions d'une transparence, troublée par une longue période historique. La *praxis* révolutionnaire supprime les conditions des représentations illusoires, produits de conditions qu'elles ont passé pour éclairer⁹. »

Cette transparence sociale, née de l'illusion de la toute-puissance de la raison sur les faits sociaux, ne conduirait d'ailleurs qu'au totalitarisme des oeuvres de science-fiction puisqu'elle signifierait aussi que tout acte de chacun deviendrait prévisible. Cette transparence n'est pas souhaitable. Plus encore, sa recherche est condamnable car elle est atteinte à la liberté de chacun, c'est-à-dire à

⁹ H. Lefèbvre, *Sociologie de Marx*, PUF, 1966, p. 53.

la liberté de choisir entre plusieurs possibles. même si ceux-ci sont ramassés dans une amplitude limitée par la « situation sociale » de l'acteur ou de l'agent social.

Ainsi, l'opacité sociale, non maîtrisée par les sciences sociales, apparaît préférable à la transparence. Il ne s'agit pas d'un renoncement au rôle des sciences sociales dans la conduite des affaires sociales, économiques et politiques, mais de l'abandon de l'illusion selon laquelle la raison, dans une société idéale, pourrait réduire les incertitudes nées de la complexité et des antagonismes sociaux. Si l'opacité sociale semble préférable à la transparence, à quoi peuvent donc servir les sciences sociales dont l'objectif est justement de percer les mystères du social, ou tout au moins de *dévoiler* ce qui est caché, selon l'expression reprise par P. Bourdieu 711 semble ici que le jeu des sciences sociales se situe dans la connaissance (le dévoilement) tout en écartant le choix de la maîtrise et de la manipulation du social - en particulier à travers le rejet de la toute-puissante raison. On peut toujours arguer que ce refus de la minimiser du social tient à l'insuffisance et à l'immaturation des sciences sociales puisque l'on sait qu'il est quasiment impossible d'arrêter le progrès scientifique » et ses applications les manipulations génétiques des végétaux sont déjà entrées dans les moeurs, celles des hommes (ou l'eugénisme qui les préfigure) sont pour demain. Restent quand même l'interrogation sur la destination et les usages des connaissances et des dévoilements nés des sciences sociales. Au bénéfice de qui dans une société aux antagonismes patents et aux intérêts sociaux divergents ? Suffit-il de répondre à ceux qui sauront s'en emparer ? Ne risque-t-on pas ici de reproduire sinon de renforcer les inégalités et les phénomènes de domination ? En effet, ceux qui utilisent les premiers et de façon plus efficace les connaissances scientifiques ne sont-ils pas ceux qui disposent du capital culturel, des moyens intellectuels les plus élaborés pour se les approprier ? Ne sont-ils pas non plus ceux qui disposent de plus de temps (et ici de salariés permanents) pour assimiler les nouveaux savoirs ?

Sauf à accorder à la catégorie des clercs une mission et un pouvoir de démiurge dans la société et dans l'histoire, c'est-à-dire se constituer eux-mêmes en mouvement historique, la connaissance, le dévoilement, la critique sociale n'ont pas nécessairement le rôle attendu parce que les forces sociales susceptibles de se transformer en mouvement social capable de changer l'histoire n'en ont pas les moyens et surtout le *temps*. Car l'accumulation du capital culturel et l'appropriation des savoirs n'est pas seulement une question de volonté ou de disposition c'est aussi une question

de temps, lequel est un bien rare, donc distribué selon tes mêmes règles que les autres biens rares, avec les mêmes disparités¹⁰.

Ainsi, je puis considérer que les connaissances nées des sciences sociales agissent peu sur le cours de l'histoire. Ce qui ne manque pas de rejoindre la fameuse phrase de Marx, si l'on veut bien l'interpréter correctement : « Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté »¹¹.

Si l'on applique cette terrible sentence aux révolutions qui ont voulu rompre avec le capitalisme, c'est-à-dire aux révolutions ayant conduit au «socialisme réel », puis si l'on compare celles-ci à la Révolution qui marqua, en France, la fin du féodalisme, nous pouvons en conclure que les hommes ne font pas leur histoire, mais ne font qu'y participer quand les conditions sont réunies pour que de véritables ruptures aient lieu. Autrement dit, le volontarisme d'une minorité, même éclairé par les sciences sociales, ne peut accélérer le rythme de l'histoire ou créer les conditions d'une transformation sociale radicale. Celle-ci peut avoir lieu, mais seulement momentanément, avant d'être rattrapée par l'histoire.

Que les classes dominées ne fassent pas l'histoire ne signifie pas que toute action ou mouvement social n'a pas d'effet. Mais celui-ci reste d'un intérêt limité du point de vue de l'histoire ; un jour viendra d'ailleurs, lorsque les « acquis sociaux » auront disparu et que l'on pourra donc mieux les étudier en dehors des passions, où l'on enseignera dans les lycées la fonctionnalité de l'État-

¹⁰ Les chômeurs - ou tout au moins ceux qui, désespérés, ne cherchent plus d'emploi -. disposent d'un peu plus de temps que la moyenne de la population, mais leur disposition d'esprit est aux antipodes de celle requise pour réfléchir.

¹¹ *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Editions Sociales, 1969, p. 15.

providence dans l'accumulation du capital durant les Trente Glorieuses, plutôt que d'en faire le résultat positif des seules luttes sociales.

Mais ce n'est pas tout: rien n'indique que les classes dominantes fassent, à leur tour, l'histoire. Si les «fonctionnaires du capital » avaient la maîtrise de l'histoire, ils auraient depuis longtemps implanté un capitalisme intensif en Afrique, en Amérique latine ou en Asie. Car on ne peut pas dire sérieusement que ce sont les populations qui ont résisté ! Cette reproduction élargie du capital à de nouvelles populations n'a pas été possible (sauf à travers une soumission formelle de caractère marchand) car les structures sociales, économiques et politiques, n'étaient pas mûres : l'histoire demande du temps et les « fonctionnaires du capital » ne pouvaient « accélérer le temps ». Si une partie de l'Asie peut aujourd'hui accueillir le mode de production capitaliste, rien n'indique que ce soit au bénéfice de la première puissance capitaliste ! Ce qui est bien aussi une preuve des limites de sa propre maîtrise des faits économiques et de l'histoire¹².

Dans d'autres champs, en particulier le champ politique, les classes dominantes, et en premier lieu le capital, peuvent donner l'impression d'écrire l'histoire : la Trilatérale hier, le G7 aujourd'hui sont les lieux où se décident les orientations financières et où se répartissent les zones d'influence dans une sorte de paix armée économique. Le tout dans une amplitude limitée des possibles. Même leurs interventions musclées qui torturent et assassinent n'ont pas d'effet sur l'histoire : de l'Algérie au Viêt-nam en passant par le Chili, Grenade ou la Grèce, tous ces pays finissent par vivre des conditions qui, peu ou prou sur le moyen terme, ressemblent étrangement à celles de leurs voisins.

En résumé, dire non au capitalisme - ou vouloir en accélérer le développement - n'a pas grande signification: sans entrer dans une nouvelle fétichisation, force est de constater qu'il se développe indépendamment de la volonté des hommes tout en empruntant des formes différentes selon les pays et selon ses périodes de maturité. Ses contradictions constituent sa puissance *essentielle* qui

¹² Je pourrais montrer ici comment le yen a toutes les chances de devenir la première monnaie mondiale au milieu du siècle prochain, à la fois en raison des potentialités de « l'arrière-pays » japonais que constitue l'Asie orientale et à partir du développement probable de ses armées, en particulier de l'aéronavale, concurrençant ainsi directement la puissance de l'Amérique et celle du dollar.

créent les solutions à ses propres problèmes, suivant les préceptes marxistes eux-mêmes. Jusqu'à ce qu'apparaissent les prémices du post-capitalisme.

UN PESSIMISME RAISONNÉ : CHANGER LES VIRGULES DE L'HISTOIRE

L'intellectuel ou le clerc éclairé peut apparaître comme pessimiste face au capitalisme et à l'histoire en général. Car celle-ci, même si elle n'est pas que cela, est une suite de dominations, d'oppressions et bien souvent de destructions des hommes. Ainsi l'homme apparaît face à l'histoire comme un animal social guère différent des autres espèces naturelles : malgré le langage dont il dispose et malgré la raison dont il a pris conscience jusqu'à s'en illusionner, il est démuné face à l'histoire qu'il ne peut maîtriser. Tandis que toute transparence du social qu'il pourrait acquérir lui apparaît encore plus monstrueuse que l'opacité dont il doit s'accommoder.

Son pessimisme lui vient d'abord du regard qu'il porte sur une humanité capable de mettre au service de sa propre destruction - ou au moins de la destruction d'une partie d'elle-même - l'ensemble des technologies et des sciences susceptibles de construire son bonheur: les armes, les guerres, les blocus économiques, l'organisation spéculative des marchés et de la rareté sont autant d'applications des savoirs scientifiques pour opprimer d'autres hommes ou pour détruire massivement des biens et des personnes. L'intellectuel se révolte car il perçoit à l'échelle de l'histoire la permanence de cette oppression et des souffrances dont il refuse de s'accommoder. À moins qu'il ne cesse d'être un intellectuel et qu'il se réfugie dans les *jugements de fait* en abandonnant les *jugements de valeur*¹³.

La démocratie, telle qu'elle fonctionne dans les pays industrialisés, est à son tour source de désespoir. Loin d'y voir un modèle idéal ou l'aboutissement de l'histoire, comme le fit Francis Fukuyama, on ne peut que s'étonner des limites de l'offre politique, économique et sociale des grands partis, seuls à pouvoir prétendre accéder aux affaires. Il est toujours possible d'imaginer participer au renouveau de la pensée politique à travers l'animation de clubs politiques, mais l'on connaît aujourd'hui les désillusions à l'heure de la mise en oeuvre de la moindre idée réformatrice qui s'attaque aux pouvoirs et à l'ordre établis. Ces limites dans la variété des offres politiques, qui

¹³ Cf. Alain Caillé, *op. cit.*

ne proposent que des modifications des formes de gouvernement sans jamais prétendre sérieusement transformer les principes de la régulation économique et sociale, sont soit la preuve de l'incapacité des hommes à faire leur histoire, soit la mesure de leur concussion face aux risques de perdre les avantages symboliques et matériels liés à l'exercice du pouvoir (qu'il soit d'État en premier lieu, mais aussi celui des collectivités territoriales).

Les limites de l'offre démocratique - au sens où elle ne saurait ébranler les fondements de l'ordre économique et social - ont plusieurs significations. La première est, qu'au-delà de la reproduction sociale et du maintien des conditions de l'accumulation capitaliste, la démocratie formelle ne sert qu'une minorité qui l'utilise à son seul bénéfice tout en tenant un discours universaliste. Cela est moins visible durant les phases d'expansion économique, mais saute aux yeux dans les périodes de récession durant lesquelles les moins bien lotis s'appauvrissent tandis que les propriétaires de patrimoines et les titulaires de *charges* dans la haute fonction publique s'enrichissent ; c'est ici l'illustration de la transformation d'une société en forme de montgolfière en « société du sablier¹⁴ ». La seconde signification des limites de l'offre démocratique, bien plus étonnante pour le sociologue, est l'acceptation de celles-ci par les populations dominées. Il y a mille façons d'expliquer cette acceptation ou cet « assujettissement », lesquelles n'enlèvent rien à la vigueur de l'étonnement : en effet, la permanence de la distribution géographique des votes en France depuis le début de la III^e République¹⁵ est la meilleure illustration du conservatisme ou plus précisément de l'inertie du corps social. Le conservatisme n'est pas là où certains responsables politiques le prétendent : si les forces favorables à la *reproduction sociale* l'emportent sur celles de la production sociale, c'est essentiellement dans l'acceptation de la domination sociale, politique et économique. Malgré les transformations sociales induites par la consommation de masse, malgré les mobilités socio-professionnelles, l'accroissement des zones urbaines ou le déclin des pratiques religieuses, la constance des résultats électoraux éclaire cette sorte de dialectique maintenue du maître et de l'esclave dans les Temps modernes.

Le pessimisme de l'intellectuel peut aussi prendre sa source dans les analyses de la présente sortie de crise de l'accumulation du capital dans les pays industrialisés. Amorcé au début des années

¹⁴ Cf. Alain Lipietz, *La Société du sablier*, La Découverte, 1996.

¹⁵ Cf. François-Xavier Merrien. « Sociologie politique », in J.-P. Durand et R. Weil, *Sociologie contemporaine*, Vigot, 1989, p. 418.

soixante-dix, le nouveau cycle de crise de l'accumulation se résout peu à peu comme en témoigne le retour des marges des grandes entreprises. Mais cette résolution de la crise repose sur un profond déséquilibre, au détriment des salariés en général. Selon notre hypothèse développée ailleurs¹⁶, le maintien de l'épuisement de la norme de consommation (c'est-à-dire l'existence d'un seul marché de remplacement de biens et de services durables, les technologies de l'information ne constituant pas à ce jour une nouvelle norme de consommation de biens et de services à forte valeur ajoutée) est la principale explication à la faiblesse de l'expansion économique mondiale (1,5 % par an en moyenne sur la dernière décennie en Europe). Pour faire face à celle-ci, le capital a découvert de nouveaux chemins de productivité combinant réorganisation productive et technologies de l'information et de la communication, ce que j'appelle *nouveau modèle productif*, faute de meilleure appellation dans l'immédiat. Sans entrer dans le détail, celui-ci se caractérise par la *généralisation du flux tendu* qui fragilise la production de biens et de services, donc met en évidence les dysfonctionnements qui sont rapidement corrigés: le flux tendu apparaît alors comme un formidable levier de rationalisation du travail qui perpétue les préoccupations des modèles précédents avec une efficacité plus grande puisque la nécessité de rationaliser est objectivée dans la fragilité du flux tendu.

Ces dysfonctionnements pourraient être résolus par une pléthore de main-d'oeuvre. C'est là qu'intervient la deuxième pièce maîtresse du nouveau modèle productif, à savoir la mise en place d'un système, là aussi en cours de généralisation, de gestion des salariés par leur *implication contrainte* : l'évaluation individuelle des salariés (y compris des exécutants) par rapport aux objectifs fixés, dans un contexte de chômage aigu, les pousse à respecter les normes comportementales que la direction a construites pour eux (jusque dans la qualité à travers par exemple les normes ISO 9000). Le résultat est une forte pression sur le travail¹⁷ avec le souci principal d'en limiter le coût. D'où les multiples licenciements collectifs, plans sociaux, etc., non pas d'entreprises en difficultés économiques, mais d'entreprises saines qui souhaitent maintenir leur taux de profit.

¹⁶ Cf. la deuxième partie de Robert Boyer et Jean-Pierre Durand, *L'Après-Fordisme*, Syros, 1993.

¹⁷ Mike Parker et Jane Slaughter dans *Choosing Sides: Unions and the Team Concept* [Boston, A Labor Notes Book, South End press, 1991] ont les premiers parlé de « management par le stress » avant que ce dernier ne devienne un mode de management !

En résumé, le nouveau modèle productif a renoué, à marché quasi constant, avec l'accumulation du travail, grâce au retour des gains de productivité. Il s'ensuit un trop-plein de travail ou plus précisément une demande de travail bien inférieure à l'offre. Ce déséquilibre entre réduction de la demande de travail du côté des entreprises et maintien (voire développement pour des raisons démographiques) de la demande de travail peut être résolu de deux façons: par le maintien et le développement du sous-emploi (c'est le choix des Européens sauf la Grande-Bretagne) avec des aides publiques considérables aux exclus du travail (allocations chômage, RMI, aides sociales...), par le retour à un quasi plein emploi à temps plein à travers l'extrême sous-rémunération des emplois, en particulier des moins qualifiés, ce qui oblige les salariés sous-qualifiés à occuper deux emplois (c'est la solution américaine et britannique où le salaire minimum, quand il existe, ne dépasse pas 3700 F mensuels, comme aux États-Unis).

Dans les deux cas, la solution est relativement novatrice puisque, contrairement aux années vingt-trente, le capitalisme s'installe dans une situation de très faible expansion, maintient le processus d'accumulation et désamorce les crises sociales en offrant un revenu à la grande majorité des plus défavorisés (lesquels peuvent d'ailleurs consommer, ce qui est aussi au coeur de la régulation présente).

Ce nouveau modèle productif est profondément ambivalent. D'une part, il prouve une nouvelle fois les ressources infinies que possède le capitalisme pour auto-résoudre ses crises. D'autre part, il ne recourt pas à la solution la plus adéquate (le partage du travail - et la réduction du temps de travail avec le partage des richesses) qui aurait pu prévaloir à coût du travail constant¹⁸ dans le capitalisme maintenu, tandis qu'il exclut une minorité croissante qui vit aujourd'hui dans des conditions infra-humaines.

Les caractéristiques de cette nouvelle régulation restent à étudier. Elles montrent néanmoins les voies empruntées par la succession des essais souvent infructueux (humanisation du travail en Europe du Nord, investissements massifs dans les technologies de l'information et l'automatisation...) avant de trouver la solution (le flux tendu avec réduction de main-d'oeuvre). S'il y a bien autopoïèse, la nature de la régulation, avec l'accroissement des déséquilibres et le

¹⁸ Cf. pour l'exposé succinct de cette solution, la référence de la note 15.

développement de la domination et des inégalités, doit être citée comme élément intrinsèque ou constitutif du nouveau modèle productif. Car tous ces éléments forment le contexte autorisant l'implication contrainte.

Le pessimisme raisonné

Toutefois, si l'intellectuel est pessimiste, il est porteur d'un pessimisme raisonné, en particulier en raison des résistances qui s'organisent et qui se développent dans les pays industrialisés où domine la crise de l'emploi¹⁹. Le concept de résistance opère un retour en force face au désarroi et aux désillusions. C'est dire aussi que cette résistance sociale est bien loin des offensives sociales et politiques de l'après-guerre dans la plupart des pays industrialisés, ou de 1936 en France (ou de la décolonisation dans les pays du Sud). La résistance n'est pas l'offensive et s'avère souvent difficile à organiser, la crainte de perdre plus en s'affichant l'emportant bien souvent. En effet, la peur du risque d'être le premier à perdre son emploi pousse chacun à accepter les nouvelles conditions qui lui sont faites : accroissement des rythmes de travail, stagnation salariale, heures supplémentaires non payées pour les cadres, ingénieurs et techniciens, précarisation croissante, etc.

Dans cette situation, le syndicalisme a du mal à trouver sa place : *revendicatif* il n'est pas entendu par une partie des salariés et des ouvriers en particulier qui trouvent leurs conditions matérielles d'existence bien supérieures à celles d'hier, tandis que la répression et les risques encourus l'empêchent de se renforcer et de faire face aux menaces ; *coopératif*, le syndicalisme perd son audience, car il accepte trop facilement des compromis défavorables aux salariés. Le résultat est l'extrême difficulté d'organiser les résistances sociales dans le secteur privé en France (mais aussi en Italie, en Espagne ou en Grande-Bretagne). On comprend alors les succès des « grèves par procuration » comme celles des automnes 1995 et 1996. La première concernait les secteurs protégés en lutte pour des objectifs universels (défense de la Sécurité sociale, âge de la retraite, etc.), même s'il était peu probable que les succès bénéficient à toute la population (retour

¹⁹ Dans les régions du tiers monde, la situation demeure catastrophique en raison des guerres locales et des conditions sanitaires qui se détériorent rapidement ; l'OMS multiplie en vain les avertissements : ce sont aujourd'hui par exemple 2 milliards d'humains infectés par l'hépatite B ; l'espérance de vie en Afrique n'est que de 53 ans, soit vingt ans de moins qu'en Europe

aux 37,5 ans de cotisations pour la retraite par exemple). Malgré les inconvénients supportés par la population, les succès - provisoires ? - furent possibles en raison du *blocage technique* du fonctionnement économique de la France.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, la grève des chauffeurs routiers de 1996 acculaient le pouvoir politique à l'impuissance, selon le président Chirac lui-même (entretien TV du 12/12/96), et à la satisfaction des revendications (en particulier l'abaissement de l'âge de la retraite dont le coût sera pris en charge par l'Etat). Ainsi, grâce à la généralisation du flux tendu, le blocage effectif de tout ce qui roule devient un puissant levier (puissant parce qu'incontournable à ce jour) de résistance et de négociation²⁰.

Du côté de l'Allemagne et de la Scandinavie, la puissance syndicale (80 % de syndiqués dans la métallurgie par exemple, pas de concurrence entre confédérations) peut faire croire que la situation des salariés leur est plus favorable. La proposition syndicale d'un Pacte pour l'emploi en Allemagne a été perçue par le patronat comme un aveu de faiblesse l'absence de front syndical entre secteur privé et fonction publique, en juin 1996, a pénalisé les salariés affiliés à la DGB l'acceptation des réorganisations productives accroît le chômage (entre 10 et 13 % selon les pays) tandis que les gouvernements réduisent notablement les bienfaits de l'État-providence (Suède. Allemagne). Face à ces détériorations des conditions de vie et de travail, les résistances apparaissent bien plus faibles qu'en France faut-il y voir un effet des pratiques social-démocrates de négociation qui seraient démunies face à un front uni du refus ? De telles renonciations sont-elles durables ? Ou alors quelles formes, même symboliques, prendront les résistances sociales en Europe du Nord

Dans un tout autre cadre, d'autres résistances s'affirment sans concertation réelle des acteurs, ce qui tendrait d'ailleurs à en souligner la puissance structurelle. Je veux parler du renforcement des particularités régionales, locales, culturelles, linguistiques, etc., au moment où chacun insiste sur les effets de la globalisation. Celle-ci, souvent présentée comme un « rouleau compresseur », fait craindre, à travers la marchandisation de toutes les activités domestiques et culturelles, une homogénéisation, un nivellement par le bas de toutes les différences. Chacun craint que la

²⁰ La grève des routiers espagnols de février 1997 en est un autre exemple.

spécificité de son entourage, de ses habitudes, de sa langue, etc., ne disparaisse au bénéfice d'une normalisation outrancière des biens et services. Si cela est déjà le cas pour certaines pratiques (rôle de l'anglais comme lingua franca dans l'informatique, la discographie, etc. ; homogénéisation des axes routiers commerçants à l'approche des métropoles, selon le modèle américain, etc.), il est nécessaire de constater que la logique marchande produit aussi de la variété, en particulier en période d'épuisement de la norme de consommation: les petites séries sont tout aussi nécessaires à l'entrepreneur que la grande série. La production musicale en langue locale s'affirme, le retour aux traditions culinaires contrebalance la « macdonaldisation » urbaine et le sans-goût ni saveur des plats cuisinés, etc. Plus généralement, l'investissement local (associations, vie politique) se renforce et cohabite avec les images TV du monde entier ou les séjours touristiques tropicaux. Tout se passe comme si les craintes d'un englobement par une monoculture mondiale multipliaient les réactions de survie et ouvraient des espaces de créativité locale. Crier haro sur la mondialisation sans apercevoir l'émergence de ces phénomènes qui en sont les réactions nécessaires me semble une bévue. Traiter de conservatisme ces initiatives et ces mouvements m'apparaît tout aussi erroné car ceux-ci ne peuvent être qu'irrigués par les échanges marchands et culturels liés à la mondialisation, donc ouverts aux différences et à la contradiction.

Enfin, le critique social peut apercevoir quelques éclaircies dans l'orage des dominations et des oppressions : pourquoi ne pas évoquer quelques frémissements annonçant l'ère postcapitaliste? Une annonce ne conduit d'ailleurs pas nécessairement à une confirmation ! En effet, ne peut-on pas concevoir une « décomposition » lente mais continue du capitalisme à partir de la nécessaire généralisation des échanges d'informations non marchandes, c'est-à-dire sans valeur (d'échange), donc minant le système capitaliste actuel?

Jusqu'à ce jour, l'information est une marchandise comme les autres avec un grand mérite par rapport aux autres : son obsolescence rapide, donc une demande en permanence renouvelée. Le propriétaire de la matrice informationnelle (avec ses machines et ses hommes) est donc un capitaliste comme les autres qui tire profit de l'exploitation de ses moyens de production par les hommes. Supposons maintenant - mais il ne s'agit que d'une hypothèse, répétons-le - que des consommateurs (institutionnels et particuliers) absorbent toujours plus d'informations tout en en produisant toujours plus gratuitement: nous serions en présence d'un système s'auto-développant

tandis que le règne de la marchandise aurait disparu. L'information étant devenue la condition nécessaire et quasi suffisante de la production matérielle (processus largement amorcé aujourd'hui), tandis que celle-ci serait produite et échangée gratuitement, nous disposerions d'un mode de production entièrement nouveau"²¹. Le débat sur les nouveaux rapports de domination et les nouvelles violences est donc ouvert : si ceux-ci devenaient plus symboliques et moins matériels, seraient-ils moins coûteux socialement et psychologiquement ? On peut en douter, mais le capitalisme aurait été dépassé. Pourquoi ne pas y rêver?

Changer les virgules de l'histoire

Dans l'avènement du « mode de production informationnel » (sic) décrit rapidement ci-dessus, l'homme apparaît totalement absent, ce qui n'étonnera pas le lecteur au regard de la thèse centrale de cet article. Toutefois, si les hommes ne tracent pas les grandes lignes de l'histoire, peuvent-ils en changer les détails, en modifier les décimales, en déplacer les virgules ? Il me semble que oui. Plus encore, cette préoccupation m'apparaît nécessaire pour alléger, tant que faire se peut, le poids de l'histoire et de ses déterminismes. Non pas que la conscience de ceux-ci puisse permettre à l'homme de leur échapper en maîtrisant l'histoire (cf. les impossibilités décrites ci-dessus), mais cette conscience peut aider à s'en accommoder en échappant, au moins partiellement, aux contraintes.

Le premier écueil à éviter reste la méconnaissance des limites des initiatives humaines face à l'histoire. Et c'est la première ruse de l'histoire que de faire croire à l'homme qu'il peut la maîtriser. C'est cette ruse, à mon sens, que Marx n'a pas su déjouer en imaginant que le prolétariat était devenu la classe universelle, libératrice de toutes les classes, ouvrant sur une société libre de toute contradiction : comment a-t-il pu répéter l'erreur qu'il avait si bien mise en évidence à

²¹ Joel de Rosnay décrit dans *Le Monde diplomatique* [août 1996] une telle évolution mais la situe dans le présent. Il s'ensuit quelques illusions puisqu'il nous laisse entendre que nous sommes déjà entrés dans un « troc d'informations » où, sur les réseaux en ligne multimédia, « les créateurs sont « rémunérés » en informations à plus haute valeur ajoutée ». Ainsi, « ces activités créent du « capital-temps » dont on peut faire fructifier les « intérêts », et du « capital-information » qui permet, grâce au temps investi, d'accélérer et de rendre plus efficace le travail en équipe où de nombreuses unités fonctionnent en parallèle ». Mais rien n'est dit sur le statut de cette nouvelle valeur créée, ni sur la rémunération du temps producteur de ces informations : peut-on sérieusement imaginer la coexistence de la marchandise dominante et d'activités non rémunérées dans la même sphère d'activité sans parler de nouvelles voies de domination ?

propos du rôle de la bourgeoisie dans la Révolution française²² ? En même temps, la conscience des limites de l'initiative historique, des limites de l'action et des mouvements sociaux, ne permet pas de conclure à l'inaction pour cause d'impasse historique.

La défense de la démocratie et la lutte pour celle-ci ne sont pas des tâches secondaires. Car malgré son formalisme dans le cadre du capitalisme, malgré les limites de l'offre politique proposée, malgré les profondes inégalités de traitement des hommes qui l'accompagnent et même la caractérisent, la démocratie est intrinsèquement porteuse de la liberté d'expression et de la liberté d'opinion. On sait combien les peuples qui ont connu la démocratie et qui en ont été privés ont lutté pour la recouvrer : la densité de ces combats, les souffrances et les pertes humaines qui ont accompagné le retour de la démocratie, suffisent à prouver sa nécessité et sa valeur intrinsèque. Voilà aussi pourquoi la dénonciation et le combat contre ceux qui l'utilisent pour la mieux détruire ensuite est une priorité actuelle. Car le coût du recouvrement de la démocratie est toujours plus élevé que celui des luttes pour son maintien mais l'expérience historique n'est guère transmissible et l'oubli l'emporte trop souvent sur le souvenir.

Il ne s'agit pas seulement de conserver le droit de changer les virgules (est-ce une définition possible de la démocratie ?) mais de le faire. C'est-à-dire de résister en tout lieu et à toute heure à l'exploitation et aux méfaits de l'invasion de la marchandise dans tous les interstices de la vie sociale. Ce n'est pas de désigner le respect de la liberté et de l'autonomie de chacun, y compris au cœur des déterminismes sociaux indépensables. En effet, et ceci n'est pas nouveau, l'exercice de la liberté ne peut avoir lieu qu'à l'intérieur des limites imposées par les systèmes sociaux quels qu'ils soient. Or, la *conscience* de ces limites est la condition première d'exercice de la liberté.

Au-delà de cette prise de conscience de la limite des possibles, les sciences sociales ont pour mission de *dévoiler*; puis de *désigner* les contraintes pour participer ainsi à leur déplacement et à leur recul. De fait, ces contraintes apparaissent la plupart du temps comme la résultante de rapports de pouvoir et de rapports de domination économiques, politiques ou culturels. Pointer la différence entre l'énonciation (c'est-à-dire le dévoilement) et la dénonciation de ces rapports de

²² Cf. *La Sociologie de Marx, op. cit.*

domination et d'oppression, n'a pas forcément de signification. Car si l'énonciation n'est pas la dénonciation, l'énonciation n'a de sens que pour engager les forces sociales dans un mouvement de remise en cause des rapports de domination, et donc de la domination elle-même.

Ainsi, s'affranchir des limites à l'exercice de l'autonomie et de la liberté, c'est engager un combat dans des rapports de domination pour le modifier à son bénéfice car, sauf exception, il n'y a que des jeux à somme nulle. Les sciences sociales, en énonçant les données du problème – c'est-à-dire ici du rapport de domination - sont l'une des prémisses possibles d'une modification des rapports de domination. Mais, et c'est là l'important, l'amplitude des transformations effectuées dans ce cadre de luttes éclairées soutenues par les sciences sociales reste faible à l'échelle de l'histoire. D'une part, en raison de l'inertie des structures elles-mêmes et d'autre part, parce que ce dévoilement des rapports de domination, cette connaissance produite par les sciences sociales est utilisée par toutes les parties en jeu dans les conflits.

Les situations sociales sont beaucoup plus stables qu'elles ne le paraissent en général leur transformation, si elle est l'œuvre visible de l'homme! dépend en fait moins de leur volonté que du dynamisme interne de ces systèmes sociaux qui échappent ainsi aux manipulations raisonnées des hommes et c'est peut-être mieux ainsi. L'action volontaire et libre des hommes s'inscrit dans des limites variant au gré des résistances et des combats plus ou moins bien réfléchis par les sciences sociales.

Souhaitée ou non, souhaitable ou non, la disparition du mur de Berlin a ouvert une nouvelle ère en mettant fin à une illusion sur l'un des futurs radieux possibles de l'humanité. Si l'on en croit l'histoire des hommes, leur besoin de croyance leur est essentiel : croyance en un Dieu devenu imaginaire, croyance dans le Progrès et dans la Raison bientôt envahie par le doute. Dire que notre époque est troublée par ce vide, par cette absence de croyance placée au-dessus de la société (et dépassant ou sublimant les classes, quoi que l'on pense de la lutte des classes) est devenu un mal nécessaire. Qu'y peuvent les sciences sociales ? Se réfugier dans des positions apolitiques comme une partie des clercs n'a cessé de le faire ? ou aider à la prise de conscience des limites du volontarisme dans le changement des structures sociales ? ou bien encore, fonder de nouvelles croyances comme l'ont fait les Lumières au XVIII^e siècle?

À moins qu'elles n'acceptent de suivre la voie étroite qui leur est proposée déplacer les virgules de l'histoire en éclairant les luttes contre toutes les dominations, pour que l'esprit demeure d'égalité accrue, de liberté élargie, de créativité accomplie. Est-ce possible dans le capitalisme ? S'agit-il d'une nouvelle illusion conservatrice ? Ou bien est-ce un destin pour les sciences sociales à la hauteur de ce qu'elles ont promis ?